

castelsarrasin

rassemblement intersyndical, hier devant la gare

Mobilisation pour dénoncer les atteintes aux services publics

« Le symbole de la destruction du service public ferroviaire. Ici, le poste d'agent de circulation est supprimé depuis le 12 décembre » (voir notre édition du 12 décembre 2016). C'est par ces mots que Carole Pi-boulet, secrétaire à l'organisation CGT du Tarn-et-Garonne, débutait sa dénonciation des « atteintes portées aux services publics, aux salaires, à l'emploi ».



Une vingtaine de manifestants ont occupé le parking de la gare une bonne partie de la matinée.



BRESSOLS
LGT: la grève du déménagement
• page 21

CASTELSARRASIN
La mobilisation continue à la gare
• page 28

Combatte

les différentes réformes

Un rassemblement unitaire intersyndical avait lieu, dans le cadre d'un mouvement national, hier matin devant la gare de Castelsarrasin et la CGT s'est retrouvée aux côtés de la FSU, FO et Solidaires pour « combattre les différentes réformes qui ont mis à mal les droits des salariés ». Dans notre département, tous ces syndicats pointent les nombreuses suppressions d'emploi dans l'industrie, mais aussi les « conséquences de l'austérité infligée aux services publics : hôpital, action sociale, fonction publique territoriale, éducation ». Ils s'insurgent contre les menaces qui pèsent sur le bureau de poste de Villenouvelle, et sur la

gare de la ville sous-préfecture. Outre la protestation contre une situation de fait, les revendications portent sur « l'augmentation des salaires, pensions et minima sociaux ; l'augmentation du point d'indice des fonctionnaires ; la reconnaissance des qualifications ; la création d'emplois durables dans le privé comme dans le public ; la réduction du temps de travail ».

Du côté de la SNCF, on prévoit une circulation normale des TGV et un trafic assuré à 90 % pour les TER, grâce à une circulation train-hus et une circulation normale sur les trajets de Toulouse à Aurh, Agen, Pau, Brive-la-Gaillarde, La Tour-de-



Carol (dans les deux sens). 85 % des circulations seront assurées pour les Intercités en ligne de jour et la ligne de nuit Paris (Austerlitz)-Rodez-Toulouse-Latour-de-Carol ne sera

pas assurée. Une vingtaine de manifestants ont occupé le parking de la gare une bonne partie de la matinée, assurant qu'ils « ne demandent rien d'impossible ».



tour de ville



LA COLÈRE DES SYNDICATS FACE AUX RÉCENTES FERMETURES

Après un premier rassemblement devant la gare de Castelsarrasin, les organisations syndicales CGT, FSU, FO et Solidaires se sont retrouvés devant la poste de Villenouvelle qui a récemment fermé, à Montauban. Leurs revendications concernent les suppressions d'emploi dans l'industrie et les services publics. Les manifestants se battent notamment pour la réouverture de la poste comme cela a pu se voir à Sin-le-noble, dans le nord de la France où une poste fermée en 2015 doit voir son bâtiment rénové au second trimestre 2017. Ils ont requis par ailleurs l'augmentation des salaires, pensions et minima sociaux, l'augmentation du point d'indice des fonctionnaires, la reconnaissance des qualifications, la création d'emplois durables et de qualité dans le privé comme dans le public ainsi que la réduction du temps de travail.

social

Chez LGT, un déménagement qui passe mal

montauban

Une dizaine des 29 salariés de l'entreprise LGT (L'héritier Gonzalez Transports) ont débuté hier matin une grève illimitée dans les locaux même de leur société, située dans la zone d'activités de Bressols. Les grévistes, soutenus par le syndicat Force Ouvrière, protestent contre la délocalisation annoncée, pour le mois de juillet, du site à Lespinasse au nord de Toulouse. Ils réclament le versement d'un mois de salaire mensuel par année d'ancienneté, pour faire face à leurs frais de déplacement ou en cas de licenciement économique.

Elles grévistes, soutenus par le syndicat Force Ouvrière, ont décidé, dans la matinée, de bloquer les allées et venues des camions pour faire monter le rapport de forces.

LGT emploie 29 personnes depuis son installation, en 2011, dans le Tarn-et-Garonne, d'abord à Albasud avant de déménager du côté de Bressols, à l'été 2013. Elle est spécialisée dans les transports de marchandises par palettes. Frédéric Corcy, agent de maîtrise, a rejoint ses collègues chauffeurs :



Des salariés bien décidés à obtenir gain de cause/Photo DAM, L.B.

« La direction entend délocaliser notre plate-forme. Mais nous entendons faire valoir nos droits. Nous allons subir de plein fouet cette décision et certains de nos chauffeurs habitent à Cahors ou au nord du département. Qui va payer leurs frais d'essence ? » C'est dans ce contexte tendu que le conflit s'est ouvert hier. La direction de LGT par la voix de

directeur du site, Julien Nicolas, a réagi hier, à notre demande : « Nous avons effectivement un projet de déménagement, à effectif constant, pour des raisons économiques. Je m'étonne du déclenchement de ce conflit dans la mesure où nous sommes en plein délai de rétractation des avenants au contrat de travail, et nous n'avons pas encore en-

voyé les lettres de licenciement. De sorte que je ne sais pas encore où nous en serons et ceux qui voudront continuer. » Hier soir, on s'acheminait vers une reprise du travail, ce matin. Les revendications des grévistes restent d'actualité et doivent être examinées lors d'une réunion décisive autour de la mi-avril.
Laurent Benayoun.